

Afghanistan : un an de

La famine sévit, les libertés sont réduites à néant, surtout celles des femmes, l'économie est au point mort... Un an après la reprise du pays par les talibans, le régime tient par la terreur et l'Afghanistan semble s'enfoncer chaque jour un peu plus dans la crise.

Ils avaient promis un régime plus souple, la sécurité et la stabilité du pays. Un an après leur retour au pouvoir, les talibans semblent avoir gardé un très lointain souvenir de leurs promesses. Depuis leur prise de Kaboul, le 15 août 2021, l'Afghanistan s'enfoncé jour après jour un peu plus dans le chaos. L'économie est au point mort depuis l'arrêt des aides internationales qui représentaient auparavant 80 % du budget de l'État. « Le seul revenu, ce sont les taxes qu'ils prélèvent. Sinon, il n'y a plus d'activité économique », commente Karim Pakzad, chercheur associé à l'Iris (Institut de Relations Internationales et Stratégiques), spécialiste de l'Afghanistan.

Le pays au bord de la famine

Une situation catastrophique qui a entraîné le pays au bord de la famine : « La crise humanitaire existait avant, mais depuis que les talibans sont au pouvoir, un certain nombre d'avares ont été gelés par Washington, ce qui amplifie : 24 millions d'Afghans sont menacés de famine. Et au mois de mai, on estimait que plus d'un million d'enfants étaient en sévère malnutrition. Le chiffre est forcément beaucoup plus important aujourd'hui », détaille

Carole André-Dessornes, géopolitologue et chercheuse associée à la Fondation pour la recherche stratégique (FRS). Les quelques levées de fonds menées par des Organisations non gouvernementales (ONG) se sont révélées largement insuffisantes, même si elles ont permis de sauver des vies : « S'il n'y avait pas l'aide humanitaire, il y aurait eu des dizaines de mort de famine l'hiver dernier », assure Karim Pakzad.

Les droits de l'Homme en recul

Dans ce pays où l'insécurité progresse, avec une recrudescence du nombre d'attaques qui touchent des civils, les droits reculent. « Ils censurent, ils arrêtent et ils se maintiennent aujourd'hui par un système de terreur qu'ils appliquaient déjà quand ils sont arrivés pour la première fois au pouvoir », avance Carole André-Dessornes. Le régime a dissous la Commission des droits de l'Homme (AIHRC), organisme qui surveillait notamment les violences commises contre la population. La Commission électorale et le Haut conseil national pour la réconciliation, chargé de promouvoir la paix, ont subi le même sort. La presse libre a été supprimée. La religion chiite a disparu de la Constitution ; elle représente pourtant 20 % des musulmans du pays (qui compte 80 % de sunnites).

« On retombe en plein Moyen-Âge »

Et les femmes et les filles semblent les plus grandes perdantes de ce nouveau régime. « Un an

après, elles n'ont pas le droit d'aller à l'école. Et chaque jour qui passe, les talibans prennent des décisions antiféministes. Les femmes sont de plus en plus mises à l'écart de la société », constate Karim Pakzad.

Carole André-Dessornes décrit la perversité du nouveau régime envers elles : « Dans les années 1990, il y avait beaucoup de scènes publiques de lapidation pour mauvaises conduites ou mauvaises tenues. Aujourd'hui, c'est plus vicieux parce que lorsqu'une femme se fait arrêter par la police des mœurs, ils ne la punissent pas elle, mais ses tuteurs, père, mari ou frère. Indirectement, ils les poussent à empêcher les femmes de sortir. »

Et la crise économique n'arrange rien à leur situation : « On assiste à une recrudescence du nombre de mariages précoces – qui existaient déjà, notamment à la campagne – de filles de 11, 12 ou 13 ans, alerte la chercheuse. En Afghanistan, la dot est versée à la famille de la mariée. Vous avez des pères qui marient leur fille pour avoir une dot et assurer la survie du reste de la famille. La crise économique, la crise humanitaire, l'absence d'avenir, les pressions familiales, augmentent le nombre de ces mariages. On retombe en plein Moyen-Âge. Toutes ces jeunes femmes qui ont pu s'émanciper, faire des études, arriver à des postes importants, tout a été détruit en un claquement de doigt par les talibans », déplore Carole André-Dessornes qui conclut : « On a une société qui est complètement cassée, même fracassée ».

Aurélien BIDAUT



Les femmes et les enfants paient un lourd tribut au moins un million souffrirait de malnutri

Des oppositions expatriées et dans le pays

Un an après la prise de pouvoir, et malgré une légère ouverture du mouvement à d'autres ethnies, comme des Ouzbeks et des Tadjiks par exemple, les talibans issus de l'ethnie pachtoune n'en ont associé aucune autre au pouvoir. Et ce, en dépit des Accords de Doha (2020), signés entre les États-Unis et les talibans, qui promettaient un gouvernement à l'image de la société afghane, multiethnique. Résultat : le régime des talibans n'est reconnu par aucun pays. Et à l'intérieur même du mouvement fondamentaliste, la situation n'est pas si évidente. « On a des divisions, des très grandes frictions au sein du mouvement, qui n'est pas du tout homogène, contrairement aux années 1990 », décrit Carole André-Dessornes. Malgré la dureté du mouvement et sa politique radicale, une nouvelle génération encore plus radicale n'hésite pas à quitter les rangs talibans pour l'organisation État islamique, un de ses principaux ennemis. Et l'opposition ne vient pas seulement de l'intérieur du mouvement. Malgré l'énorme pression sur elles, « des femmes continuent à manifester pour leurs droits, dans les grandes villes », assure Carole André-Dessornes. Ce samedi encore, une quarantaine d'entre elles ont défilé dans les rues de la capitale... dispersées par les tirs des combattants islamiques.

L'espoir du Front national de résistance

La diaspora qui a fui le pays mène la fronde depuis l'étranger. Et l'opposition ne vient pas seulement de la société civile : « Les chefs des partis des autres groupes ethniques, même s'ils ont quitté l'Afghanistan, gardent d'une manière ou d'une autre leurs influences », assure Karim Pakzad qui estime que « le pouvoir des talibans est très fragile ».

« On peut parler également de deux ou trois autres mouvements de résistance armés. Le plus connu est celui d'Ahmad Massoud, le fils du commandant Massoud », poursuit le chercheur. Certes, avec environ 3 000 hommes, les ressources du Front national de résistance (FNR) qu'il mène semblent très limitées. Mais pour Carole



«L'éducation est notre droit» : Des Afghanes participent régulièrement à des manifestations illégales pour réclamer le rétablissement des droits élémentaires comme ici, le 2 août à Kaboul.

Photo Sipa/AP/Ebrahim NOROOZI

André-Dessornes, il constitue un espoir : « beaucoup d'anciens militaires de l'armée afghane les rejoignent, parce qu'il y a une chasse menée par les talibans contre eux et contre tous ceux qui ont collaboré avec les Occidentaux. Ce qu'on peut espérer c'est que cette chasse pousse de plus en plus d'Afghans à vouloir rejoindre le FNR. Il représente encore un espoir, même si pour l'instant il reste très mince, qui permet aux Afghans de ne pas complètement baisser les bras ».

A.B.